

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 2926

[C — 2000/27505]

**19 OCTOBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant organisation du Collège des recours tel que prévu
par le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels**

Le Gouvernement wallon;

Vu le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, notamment l'article 12, alinéas 4 à 11, insérés par le décret du 25 février 1999;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, donné le 12 septembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2000;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.550/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 octobre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Du Collège des recours

Article 1^{er}. Le siège du Collège des recours, visé à l'article 12, alinéa 5, du décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, ci-après dénommé le Collège, est fixé dans les locaux de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Le mandat des membres du Collège visés à l'article 12, alinéa 8, premier à troisième tirets, du décret précité du 16 juillet 1985 ainsi que des représentants, respectivement, du directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et du directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, est d'une durée de cinq ans à compter de la date de l'arrêté de nomination.

En cas de vacance d'un mandat survenant avant son expiration, le successeur est nommé pour la durée restant à courir du mandat.

Art. 3. Le Collège est assisté d'un secrétaire désigné par le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions, parmi les agents relevant de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Art. 4. Le Collège établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 5. Les membres et le secrétaire du Collège ont droit :

1^o à un jeton de présence de 2 500 francs ou 62 euros;

2^o au remboursement des frais de déplacement suivant les modalités prévues par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de parcours.

Pour l'application de l'arrêté royal visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, le président, les membres et le secrétaire du Collège sont assimilés aux agents de rang 15.

CHAPITRE II. — De la procédure

Art. 6. Le recours est formé par requête adressée au secrétaire du Collège par lettre recommandée à la poste.

Art. 7. La requête énonce :

1^o l'identité et le domicile du requérant;

2^o l'objet du recours;

3^o les moyens du recours;

4^o si le requérant est un tiers, son intérêt à l'exercice du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles.

Art. 8. § 1^{er}. Dans les huit jours de la réception de la requête, le secrétaire du Collège adresse au requérant un accusé de réception.

§ 2. Dans le même délai, le secrétaire transmet copie du recours à la Commission de gestion et requiert de celle-ci la communication des pièces du dossier et de tous renseignements et documents qu'il juge utiles.

La Commission de gestion transmet au secrétaire copie des pièces, renseignements, documents ou données demandés, dans les huit jours de la demande, en y joignant, le cas échéant, une note d'observations.

§ 3. Le secrétaire met l'affaire en état. A cet effet, il recueille directement auprès de toute personne les pièces, renseignements, documents et données complémentaires utiles.

Art. 9. Le Collège siège à huis clos.

Il convoque et entend le requérant, le demandeur de permis et la Commission de gestion. Ceux-ci peuvent se faire représenter ou assister par une personne de leur choix.

Il peut consulter toute personne concernée par la demande.

Le Collège peut entendre tout expert qu'il juge utile de consulter.

Il peut aussi exiger du requérant, du demandeur de permis ou de la Commission de gestion la communication de pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'il juge utiles.

Art. 10. Le Collège ne délibère et ne décide valablement que si le président et quatre autres membres au moins sont présents.

Le président ou le membre du Collège qui, à propos d'un dossier, a un intérêt personnel, direct ou indirect à la solution d'un litige, doit se récuser avant l'examen du dossier.

En cas de récusation du président, la présidence est exercée par son représentant.

Art. 11. Les décisions du Collège sont prises à la majorité des voix des membres du Collège; l'abstention n'est pas permise.

Art. 12. Outre leur motivation, les décisions comportent la mention :

1° de l'identité et du domicile du requérant;

2° le cas échéant, des nom, prénom, domicile et qualité des personnes qui ont représenté ou assisté le requérant, la Commission de gestion ou toute personne concernée par la demande;

3° le cas échéant, de la convocation, de la comparution et de l'audition des personnes entendues;

4° le cas échéant, du dépôt d'observations écrites;

5° du prononcé, de sa date, du lieu où il est intervenu, ainsi que du nom des personnes qui ont délibéré.

Les décisions sont signées par le président et le secrétaire.

Art. 13. La décision est notifiée au requérant, à la Commission de gestion, à toute personne concernée qui a été entendue conformément à l'article 9, alinéa 2, du présent arrêté ainsi qu'à l'autorité chargée de délivrer le permis.

Art. 14. § 1^{er}. Les délais prévus par le présent arrêté prennent cours le lendemain de la réception de la pièce qui fait courir le délai.

La pièce envoyée sous pli recommandé à la poste est considérée comme reçue le premier jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste.

La date de la poste fait foi pour l'envoi de toute pièce.

§ 2. Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque le dernier jour prévu pour faire un acte de procédure est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 15. Les membres du Collège sont tenus au secret des délibérations et des informations dont ils viendraient à avoir connaissance à l'occasion de l'exercice de leur fonction.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 16. Le Ministre qui à la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 octobre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 2926

[C — 2000/27505]

19. OKTOBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Organisation des Berufungskollegiums, wie es im Dekret vom 16. Juli 1985 über die Naturparks vorgesehen ist

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, insbesondere des Artikels 12, Absätze 4 bis 11, eingefügt durch das Dekret vom 25. Februar 1999;

Aufgrund des am 12. September 2000 abgegebenen Gutachtens des „Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature“ (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des am 27. Juni 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Juli 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 2. Oktober 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 30.550/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

KAPITEL I — *Berufungskollegium*

Artikel 1 - Der Sitz des Berufungskollegiums, das in Artikel 12, Absatz 5 des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks erwähnt und hierunter „das Kollegium“ genannt ist, wird in den Räumen der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region festgelegt.

Art. 2 - Das Mandat der Mitglieder des Kollegiums, die in Artikel 12, Absatz 8, erster bis dritter Strich des vorgenannten Dekrets vom 16. Juli 1985 erwähnt sind, sowie der Vertreter des Generaldirektors der Naturschätze und der Umwelt bzw. des Generaldirektors der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes dauert fünf Jahre ab dem Datum des Ernennungserlasses.

Wenn ein Mandat vor seinem Ablauf frei wird, wird der Nachfolger für die Restlaufzeit des Mandats ernannt.

Art. 3 - Dem Kollegium steht ein Sekretär bei, der von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, unter den Bediensteten, die der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt unterstehen, bezeichnet wird.

Art. 4 - Das Kollegium stellt seine allgemeine Dienstordnung auf, die der Regierung zur Zustimmung vorgelegt wird.

Art. 5 - Die Mitglieder und der Sekretär des Kollegiums haben Anspruch auf:

1° eine Anwesenheitsmarke in Höhe von 2.500 BEF oder 62 Euro;

2° die Rückerstattung der Fahrtkosten nach den Modalitäten, die im Königlichen Erlass vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung in Sachen Fahrtkosten vorgesehen sind.

Für die Anwendung des im 1. Absatz, 2° erwähnten Königlichen Erlasses werden der Vorsitzende, die Mitglieder und der Sekretär des Kollegiums Bediensteten des Rangs 15 gleichgestellt.

KAPITEL II — *Verfahren*

Art. 6 - Der Einspruch wird durch eine Klageschrift gebildet, die dem Sekretär des Kollegiums per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt wird.

Art. 7 - Die Klageschrift enthält folgende Angaben:

1° die Identität und die Anschrift des Klägers;

2° der Gegenstand des Einspruchs;

3° die Rechtsmittel;

4° wenn der Kläger ein Dritter ist, sein Interesse an der Erhebung des Einspruchs.

Der Kläger bringt zusätzlich zu seiner Klageschrift jedes Schriftstück, das er für notwendig hält, bei.

Art. 8 - § 1. Innerhalb acht Tagen nach Eingang der Klageschrift richtet der Sekretär des Kollegiums eine Empfangsbestätigung an den Kläger zu.

§ 2. Der Sekretär übermittelt der Verwaltungskommission innerhalb derselben Frist eine Abschrift des Einspruchs und ersucht sie um die Mitteilung der Aktenschriftstücke und aller Auskünfte und Dokumente, die er für nötig hält.

Die Verwaltungskommission übermittelt dem Sekretär innerhalb acht Tagen nach dem Antrag die ersuchten Schriftstücke, Auskünfte, Dokumente oder Daten, gegebenenfalls unter Beifügung einer Bemerkungsnotiz.

§ 3. Der Sekretär leitet die Angelegenheit ein. Zu diesem Zweck holt er bei jeglicher Person die zusätzlichen notwendigen Schriftstücke, Auskünfte, Dokumente und Daten ein.

Art. 9 - Das Kollegium tritt unter Ausschluss der Öffentlichkeit zusammen.

Es ruft den Kläger, den Antragsteller der Genehmigung und die Verwaltungskommission ein und hört sie an. Diese dürfen sich vertreten oder von einer Person ihrer Wahl helfen lassen.

Es darf jede von dem Antrag betroffene Person anhören.

Das Kollegium darf jeden Sachverständigen anhören, dessen Rat es für notwendig hält.

Es kann ebenfalls vom Kläger, vom Antragsteller der Genehmigung oder von der Verwaltungskommission die Mitteilung von zusätzlichen Schriftstücken, Auskünften, Dokumenten und Daten, die es für nötig hält, verlangen.

Art. 10 - Die Beratungen und die Beschlüsse des Kollegiums sind nur dann gültig, wenn der Vorsitzende und mindestens vier andere Mitglieder anwesend sind.

Wenn der Vorsitzende oder ein Mitglied des Kollegiums ein direktes oder indirektes persönliches Interesse an der Lösung eines Streitfalls hat, dann muss er sich vor der Prüfung der Akte zurückziehen.

Wenn sich der Vorsitzende zurückzieht, dann wird der Vorsitz von seinem Stellvertreter geführt.

Art. 11 - Die Beschlüsse des Kollegiums werden nach der Mehrheit der Stimmen der Mitglieder des Kollegiums gefasst. Die Stimmenthaltung ist nicht erlaubt.

Art. 12 - Außer ihrer Begründung geben die Beschlüsse das Folgende an:

1° die Identität und den Wohnsitz des Klägers;

2° gegebenenfalls den Namen, den Vornamen, den Wohnsitz, die Eigenschaft der Personen, die den Kläger, die Verwaltungskommission oder jede vom Antrag betroffene Person vertreten oder ihm/ihr beigestanden haben;

3° gegebenenfalls die Einberufung, die Vorführung und die Vernehmung der angehörten Personen;

4° gegebenenfalls die Hinterlegung von schriftlichen Bemerkungen;

5° das Urteil, dessen Datum, die Stelle, wo es verkündet wurde, sowie den Namen der Personen, die an dem Beschluss teilgenommen haben.

Die Beschlüsse werden vom Vorsitzenden und vom Sekretär unterzeichnet.

Art. 13 - Der Beschluss wird dem Kläger, der Verwaltungskommission, jeder betroffenen Person, die nach Artikel 9, Absatz 2 des vorliegenden Erlasses angehört worden ist, sowie der Behörde, die mit der Vergabe der Genehmigung beauftragt ist, mitgeteilt.

Art. 14 - § 1. Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Fristen laufen ab dem Tag nach dem Eingang des Schriftstücks, das die Frist laufen lässt.

Es wird davon ausgegangen, dass ein bei der Post per Einschreiben aufgegebenes Schriftstück am ersten Werktag nach der Aufgabe des Schreibens empfangen wird.

Für den Versand jedes Schriftstücks gilt das Datum des Poststempels.

§ 2. Der Verfalltag ist in der Frist inbegriffen.

Wenn der letzte Tag, an dem eine Prozesshandlung vorgesehen ist, ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird der Verfalltag auf den nächsten Werktag verschoben.

Art. 15 - Die Mitglieder des Kollegiums sind verpflichtet, die Beschlüsse und die Informationen, von denen sie bei der Ausübung ihres Amtes Kenntnis haben könnten, geheimzuhalten.

KAPITEL III — *Schlussbestimmung*

Art. 16 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Oktober 2000

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 2926

[C — 2000/27505]

19 OKTOBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering houdende organisatie van het College van de beroepen bedoeld in het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken, inzonderheid op artikel 12, vierde en elfde lid, ingevoegd bij het decreet van 25 februari 1999;

Gelet op het advies van de 'Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature' (Waalse Hoge Raad voor Natuurbehoud), gegeven op 12 september 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 juni 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op advies 30.550/4 van de Raad van State, gegeven op 2 oktober 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Het College van de beroepen*

Artikel 1. De zetel van het College van de beroepen, bedoeld in artikel 12, vijfde lid, van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken, hierna het College genoemd, is gevestigd in de lokalen van de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. Het mandaat van de leden van het College, bedoeld in artikel 12, achtste lid, eerste tot derde streepje, van het decreet van 16 juli 1985 betreffende natuurparken, alsmede van de vertegenwoordigers van respectievelijk de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, loopt vijf jaar, met ingang van de datum van het benoemingsbesluit.

In geval van een voortijdige vacature wordt de opvolger benoemd voor de resterende duur van het mandaat.

Art. 3. Het College wordt bijgestaan door een secretaris die door de voor natuurbehoud bevoegde Minister wordt aangewezen onder de personeelsleden van de Afdeling Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. 4. Het College maakt een huishoudelijk reglement en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 5. De leden en de secretaris van het College hebben recht op :

1° een presentiegeld van 2 500 BEF of 62 euro;

2° de terugbetaling van hun reiskosten overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Voor de toepassing van het in het eerste lid, 2°, bedoelde koninklijk besluit worden de voorzitter, de leden en de secretaris van het College gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15.

HOOFDSTUK II. — *Procedure*

Art. 6. Het beroep wordt ingesteld bij aangetekend verzoekschrift gericht aan de secretaris van het College.

Art. 7. Het verzoekschrift vermeldt :

- 1° de identiteit en de woonplaats van de eiser;
- 2° het voorwerp van het beroep;
- 3° de middelen van het beroep;
- 4° als de eiser een derde is, de reden waarom hij beroep instelt.

Bovendien voegt de eiser alle stukken die hij nuttig acht bij zijn verzoekschrift.

Art. 8. § 1. Binnen acht dagen na ontvangst van het verzoekschrift maakt de secretaris van het College een ontvangbewijs over aan de eiser.

§ 2. Binnen dezelfde termijn stuurt de secretaris een afschrift van het beroep aan de beheerscommissie en verzoekt hij haar om toezending van de stukken van het dossier en van alle inlichtingen die hij nuttig acht.

Binnen acht dagen na de indiening van het verzoek bezorgt de beheerscommissie de secretaris een afschrift van de aangevraagde stukken, inlichtingen, documenten of gegevens en voegt er in voorkomend geval een lijst opmerkingen bij.

§ 3. De secretaris stelt de zaak in staat van wijzen. Daartoe vraagt hij rechtstreeks aan iedere betrokken persoon bijkomende nuttige stukken, inlichtingen, documenten en gegevens.

Art. 9. Het College zetelt met gesloten deuren.

De eiser, de vergunningaanvrager en de beheerscommissie worden door het College opgeroepen en gehoord. Ze kunnen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een persoon van hun keuze.

Het College kan elke persoon raadplegen die bij de aanvraag betrokken is.

Het College kan elke deskundige horen die het nuttig acht te raadplegen.

Het kan ook verlangen dat de eiser, de vergunningaanvrager en de beheerscommissie bijkomende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens overmaken die het nuttig acht.

Art. 10. Het College vergadert en beslist slechts op geldige wijze als de voorzitter en minstens vier andere leden aanwezig zijn.

De voorzitter of het lid van het College die rechtstreeks of onrechtstreeks een persoonlijk belang heeft bij de oplossing van een geschil, moet zich onbevoegd verklaren vóór de behandeling van het dossier.

In geval van wraking van de voorzitter wordt het voorzitterschap waargenomen door zijn vertegenwoordiger.

Art. 11. De beslissingen van het College worden bij gewone meerderheid van de stemmen van de leden van het College genomen; onthouding is niet toegelaten.

Art. 12. Naast hun motivering vermelden de beslissingen :

- 1° de identiteit en de woonplaats van de eiser;
- 2° in voorkomend geval, de naam, voornaam, woonplaats en hoedanigheid van de personen die de eiser, de beheerscommissie of elke bij de aanvraag betrokken persoon hebben vertegenwoordigd of bijgestaan;
- 3° in voorkomend geval, de oproeping, de verschijning en het horen van de gehoorde personen;
- 4° in voorkomend geval, het neerleggen van de schriftelijke opmerkingen;
- 5° de uitspraak, de datum en de plaats ervan, alsmede de naam van de personen die beraadslaagd hebben.

De beslissingen worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris.

Art. 13. De beslissing wordt meegedeeld aan de eiser, de beheerscommissie en elke betrokken persoon die overeenkomstig artikel 9, tweede lid, van dit besluit wordt gehoord, en aan de overheid die de vergunning verleent.

Art. 14. § 1. De in dit besluit bedoelde termijnen beginnen te lopen de dag na die van de ontvangstname van het stuk dat de termijn laat lopen.

Het aangetekend verzonden stuk wordt geacht ontvangen te zijn op de eerste werkdag na die van de afgifte van de brief bij de post.

De poststempel geldt als bewijs voor verzending van elk stuk.

§ 2. De vervaldatum wordt meegerekend in de termijn.

Als de vervaldag voor het opmaken van een procedureakte een zaterdag, zondag of een wettelijke feestdag is, wordt hij tot de volgende werkdag verschoven.

Art. 15. De leden van het College zijn gehouden tot het geheim van de beraadslagingen en van de gegevens waarvan ze kennis zouden nemen in de uitoefening van hun ambt.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 16. De Minister tot wiens bevoegdheden het Natuurbehoud behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 oktober 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART